

WINNIE BYANYIMA

ONUSIDA | 2020

**DIRECTRICE
EXECUTIVE
DE
L'ONUSIDA
DISCOURS**

8 novembre 2020

CEREMONIE D'OUVERTURE AFRAVIH 2020

L'entrée en collision des pandémies de VIH/COVID- de la perturbation à la transformation

Vos Excellences, chers Collègues, chers Amis,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui.

La COVID-19 continue d'avoir des effets dévastateurs dans le monde entier et accentue les inégalités. Outre les pertes intolérables en vies humaines, les pertes d'emplois, la pauvreté, l'impact socio-économique, l'augmentation de la violence envers les femmes et les violations des droits de la personne, la pandémie perturbe les systèmes de santé essentiels et ébranle les programmes de lutte contre le VIH ainsi que d'autres priorités sanitaires mondiales.

À l'ONUSIDA, comme partout dans le monde, nous sommes très préoccupés par l'entrée en collision des pandémies de la COVID-19 et du VIH, et de ce que cela signifie pour les personnes vivant avec le VIH tout comme pour les populations vulnérables.

Nous devons saisir cette opportunité pour transformer notre monde et « reconstruire en mieux » afin de mettre fin à la COVID et au VIH.

Face à la COVID-19, de nombreux pays d'Afrique occidentale et centrale ont appliqué avec succès les enseignements tirés de décennies de lutte contre le VIH et le virus Ebola. Les communautés, en particulier celles touchées par le VIH, ont occupé une place centrale pour faire face à la situation et ont fait preuve d'une solidarité exceptionnelle. Du Sénégal à la Côte d'Ivoire, les communautés et les organisations de la société civile ont rapidement transformé leurs activités pour faciliter l'administration à domicile des traitements contre le VIH et d'autres maladies. Du Cameroun à la Guinée, les efforts de transition vers une distribution, s'étendant sur plusieurs mois, du traitement contre le VIH se sont accélérés.

Que signifie reconstruire en mieux ?

Reconstruire en mieux signifie réimaginer les systèmes de santé pour qu'ils soient agiles et inclusifs.

Des systèmes de santé faibles et sous-financés, qui manquent de personnels hospitaliers et qui sont hyper-centralisés, mettent la santé des personnes en danger, surtout maintenant avec la pandémie du COVID-19 et l'épidémie du VIH. Des systèmes de santé résilients signifient qu'il est nécessaire d'intégrer pleinement les efforts communautaires dans les réponses nationales face au VIH et à la COVID, de la prise de décision à l'exécution et de la planification au suivi. C'est une question d'intégration, c'est une question de décentralisation.

Reconstruire en mieux signifie intensifier les investissements publics pour garantir la santé publique universelle.

Même avant que la COVID-19 ne frappe, près de la moitié de tous les pays à faible revenu, presque tous en Afrique, étaient soit en surendettement, soit à haut risque de surendettement. Les données montrent que 54 des pays à faible revenu, ainsi que certains pays à revenu intermédiaire, dépensaient plus pour le remboursement de la dette que pour la santé. Chaque mois et même maintenant, en pleine crise de la COVID-19, ces pays pauvres endettés paient plus de 3 milliards USD par mois en remboursement de dette.

Nous devons trouver des moyens de créer la marge budgétaire nécessaire et d'accorder une suspension significative de la dette au moins jusqu'en 2022, afin que ces pays disposent de l'espace budgétaire nécessaire pour investir dans leurs systèmes de santé et luttent plus efficacement contre ces deux pandémies. Il y a de la résistance, mais nous devons faire pression pour que les pays les plus endettés aient une chance de lutter contre ces pandémies. Les frais qui restent à la charge du patient, si courants en Afrique de l'Ouest et du Centre,

représentent la forme la plus régressive de financement de la santé et ils doivent être abolis. Au milieu d'une épidémie, cela n'a pas de sens de demander aux gens de payer de leur poche pour faire un test. Les soins de santé devraient être un droit de l'homme et ne devraient jamais dépendre de l'argent que vous avez dans la poche.

Reconstruire en mieux signifie placer les droits et la dignité de la personne au centre des réponses pour lutter contre le VIH et la COVID.

C'est la leçon que nous avons tirée du VIH. Le VIH et la COVID-19 profitent toutes deux des failles de l'inégalité et de l'exclusion. C'est une idée préconçue de croire qu'il peut exister un compromis entre les droits de l'homme et la santé publique. Ils sont indissociables.

Les droits de l'homme sont le moyen même par lequel les gouvernements peuvent lutter et vaincre toutes les pandémies – y compris la COVID-19, y compris le VIH.

Reconstruire en mieux signifie développer et produire des technologies médicales et de santé en tant que biens publics mondiaux.

Nous ne pouvons pas répéter les erreurs commises au cours des premières années de la riposte au VIH lorsque les traitements antirétroviraux (ARV) étaient disponibles mais que leurs prix étaient si élevés que seuls les habitants des pays riches pouvaient les acheter et vivaient longtemps en bonne santé, lorsque des millions de personnes mouraient dans les pays pauvres. Nous ne pouvons pas répéter cette erreur. Nous devons renforcer la production locale pour nous assurer que lorsqu'un vaccin sera trouvé, il y ait une production dans toutes les régions et que personne n'attende au bout de la file d'attente.

Je salue la création du groupe de travail africain sur la préparation et la distribution d'un vaccin contre la COVID-19 (ACREDIT) en tant que plate-forme multipartite destinée à

coordonner les efforts régionaux et à soutenir la préparation et la livraison des vaccins. C'est bien que l'Afrique se prépare à renforcer ses capacités pour produire le vaccin pour sa population.

Je tiens également à féliciter le travail de l'Association Africaine des Centrales d'Achats de Médicaments Essentiels (ACAME) et je salue le soutien apporté par la France en particulier, pour renforcer la solidarité régionale en matière d'achat et d'approvisionnement de médicaments. Nous soutenons ces initiatives car chaque région doit pouvoir acheter le vaccin et le produire afin que chacun soit approvisionné.

Je suis également fière de faire partie de l'alliance « People's Vaccine ». C'est une alliance que nous avons formée avec la société civile, afin de faire entendre la voix de ceux qui demandent qu'un vaccin soit distribué équitablement, rapidement et gratuitement dans le monde entier, en fonction des besoins. Dans cette alliance nous appelons à :

1. Assurer un approvisionnement adéquat - nous demandons le partage des connaissances, des informations, du savoir-faire, de la propriété intellectuelle à travers le C-TAP qui est un pool géré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nous voulons que les entreprises y mettent leur savoir-faire afin de produire rapidement un vaccin.
2. . Nous voulons garantir des prix abordables. Les prix doivent être établis de manière transparente afin que le coût de la recherche et du développement soit clair, que le coût de fabrication soit transparent et que l'investissement public dans l'innovation soit également déduit des prix.
3. Nous voulons garantir un accès équitable - que tous les pays y aient accès - afin que personne n'attende dans une file d'attente. Pour cela, nous avons le cadre d'allocation équitable de l'OMS. Ceci est important car ce cadre fournit une formule dans laquelle nous accordons la priorité aux agents de santé de tous les pays, les personnes de plus de 60 ans ensuite, ainsi que les personnes souffrant de problèmes de santé sous-jacents qui les rendent vulnérables - soit environ 20% de la population de chaque pays qui

passé en premier, puis d'autres viennent ensuite. De cette façon, toutes les personnes du monde entier sont prises en charge.

Telles sont les exigences du vaccin pour tous et nous saluons la France et d'autres pays qui ont soutenu ces principes.

En conclusion, mes amis, c'est un moment décisif pour «reconstruire en mieux» et concrétiser la promesse du droit à la santé pour tous.

Le sort de notre jeune génération, le risque de faire reculer des années de gains durement acquis grâce au combat contre le VIH et d'autres maladies est réel à cause de cette pandémie.

Mesdames et Messieurs, honorables invités,

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un leadership politique audacieux pour nous remettre sur la bonne voie pour mettre fin à la lutte contre le VIH et gagner contre la COVID. Nous devons placer les droits de la personne, l'égalité des sexes et les communautés au premier plan et au centre de tout ce que nous faisons dans cette riposte.

Nous pouvons le faire.

Comme l'a dit un grand leader, «Oui, nous le pouvons, Yes we can !».

Merci.

